

moment venu et pour raffermir l'unité canadienne, ils acceptent ces principes. Même en cette enceinte, je suis persuadé que les députés de tous les partis veulent sincèrement et désespérément à leur façon que le Canada demeure uni. Je n'ai rien à redire contre ceux qui estiment qu'il s'agit là d'une mesure regrettable qui fera plus de mal que de bien. C'est leur opinion. Nous pouvons nous disputer sur les moyens et les méthodes menant à l'unité nationale et à la solidarité des diverses provinces canadiennes, mais je ne connais aucun député qui désire vraiment une scission. Je suis convaincu que la grande majorité des Canadiens dans chaque province veulent qu'avec les années les liens de l'unité nationale deviennent plus forts et plus amicaux.

A mon avis, le projet de loi sur les langues officielles n'est pas le geste le plus important que nous puissions faire dans cette longue entreprise de raffermissement des liens intranationaux. Ce n'est pas, je crois, la seule pierre sur laquelle s'édifie l'unité canadienne. Aucun député ni aucun citoyen ne considérera l'unité nationale comme une chose accomplie du seul fait de l'adoption de cette mesure. Il reste beaucoup à faire pour établir vraiment l'unité canadienne sur une base solide.

Le gouvernement est politiquement habilité à prendre les initiatives qui feront autant ou plus même pour l'unité canadienne que le projet de loi actuel. Je veux parler des problèmes sérieux et persistants du domaine social et économique qui hantent une forte proportion de notre société canadienne actuelle. Ces difficultés économiques et sociales, qui sont urgentes, peuvent nuire considérablement à l'unité canadienne si elles ne sont pas réglées avec diligence et efficacité. Partout au Canada, ces problèmes économiques sont entraînés comme des boulets par les gouvernements et les simples citoyens. Tout avantage qu'offrirait l'adoption du bill sur les langues officielles serait vite perdu si certains politiciens peu scrupuleux tiraient parti de ces problèmes économiques en vue d'aliéner certains groupes ethniques.

Aujourd'hui, la plupart des régions du Canada font face à de graves difficultés économiques, et ce qui m'alarme, c'est que le gouvernement actuel soit si apathique. Je vais exposer brièvement certains de ces problèmes: le chômage, contre lequel on nous promet d'agir mais sans préciser comment; la tragique crise du logement—surtout dans les grands centres. Si on pouvait la résoudre, on se rapprocherait d'autant de l'unité nationale—mais les vagues mesures législatives du gouvernement sont impuissantes. La hausse

vertigineuse du coût de la vie, qui lamine le pouvoir d'achat des humbles pensionnés et des petits salariés, constitue un exemple de plus d'énergie dans un domaine vital. La pauvreté et l'insécurité de millions de Canadiens, que souligne le cinquième exposé du Conseil économique du Canada, indiquent encore la carence du gouvernement actuel. Il existe un certain nombre de domaines qui ont été négligés par les gouvernements du passé et du présent de façon évidente. En outre, il faudrait étudier immédiatement nos problèmes de pollution, les lourdes charges fiscales qui pèsent sur les plus indigents, la nécessité urgente d'une réforme des pensions.

Ce dont je suis sûr, c'est que tous les points que j'ai mentionnés brièvement, avec le bill sur les langues officielles, renforcent l'unité nationale. Je crois que l'on peut légitimement affirmer que, quelle que soit leur origine ethnique, des gens heureux et satisfaits qui jouissent d'un niveau de vie suffisant, ne sont pas enclins à chercher des solutions aux problèmes économiques dans la scission avec le gouvernement qui leur a accordé ce niveau de vie. Tel doit être notre objectif en tant que Canadiens, et, à mon sens, nous n'avons pas de temps à donner aux politiciens pour leur permettre de retarder encore davantage les solutions aux problèmes économiques nombreux qui existent et qui doivent être réglés. Nous savons tous que ces solutions contribueront à résoudre le problème de l'unité nationale.

● (3.10 p.m.)

J'aimerais répéter—compte tenu de tous les amendements qui seront apportés au bill—que, tout compte fait, ce bill est une étape vers notre grand objectif national qui est de maintenir le Canada uni. Malgré ses nombreuses imperfections, je suis prêt à appuyer cette mesure car je veux y voir la première étape d'une longue marche vers cette unité canadienne authentique souhaitée par la majorité des Canadiens qui feront tout pour l'atteindre.

[Français]

M. Eymard Corbin (Madawaska-Victoria): Monsieur l'Orateur, c'est avec un sentiment de regret et une certaine amertume que je me sens obligé de prendre part au débat sur la deuxième lecture du projet de loi relatif aux langues officielles.

Avec regret, dis-je, parce que, après avoir entendu et lu les propos exagérés de certains de mes vis-à-vis, je me suis dit qu'il y a tout de même des séparatistes en puissance, qui ne sont pas de langue française et qui ne sont pas non plus du Québec.